

*Le budget—M<sup>me</sup> Finestone*

Dans ce budget attentiste, le gouvernement rate une autre occasion de lancer le programme de transition pour travailleurs âgés qu'il promet depuis longtemps. Il y a deux ans que les prestations de transition précédentes ont été abolies. Chaque jour, des travailleurs déplacés sont livrés à un désespoir croissant. Un grand nombre d'entre eux se découragent de chercher un emploi parce qu'ils croient qu'il n'y en a pas. Le chiffre de 1,2 million de chômeurs ne représente pas fidèlement tous ceux qui sont sans travail. Je demande au ministre des Finances de repenser le budget, d'y insérer les mesures qui manquent, celles qui régleront les problèmes des chômeurs chroniques.

Il nous faut au Canada une stratégie qui comprenne la formation professionnelle, le supplément de revenu et des crédits d'impôt, tous liés à la création d'emplois. Le gouvernement n'a pas exercé le leadership que les Canadiens étaient en droit d'attendre de lui. Il a montré qu'il en était incapable dans le budget du 10 février.

Le ministre n'a pas agi dans un domaine très important. Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, en 1984, la jeunesse canadienne est terriblement négligée. C'est inacceptable, car nous savons tous que les jeunes sont notre ressource la plus précieuse. On ne peut contester que l'argent dépensé pour eux est un investissement non seulement pour leur avenir à eux mais aussi pour celui de la nation. En dépit de l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail, les conservateurs ont coupé dans les programmes destinés à leur donner un coup de pouce.

Les compressions opérées dans le Programme Défi symbolisent l'indifférence du gouvernement aux besoins des jeunes. En 1985, on a réduit le budget du programme de 3 millions de dollars, gardant une allocation de 205 millions de dollars. C'est beaucoup d'argent, mais le programme était désormais considéré comme très précieux. Toutefois, dès l'année suivante, en 1986, on en réduisait encore le budget de 17 millions de dollars pour le ramener à 186 millions de dollars. Vers 1988, il était question de l'amputer de 6 autres millions, de sorte qu'il se chiffrait à 180 millions de dollars. Ce qui est vraiment ironique, c'est que depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir, la demande pour ce genre de programmes n'a cessé de croître.

Le pire, c'est que les compressions budgétaires imposées au Programme Défi ne sont qu'un exemple du peu de priorité que le gouvernement accorde à l'avenir de nos jeunes. Je peux en citer d'autres, tels le gel et la réduction de 5 millions de dollars du Programme canadien des prêts aux étudiants survenus en 1985, l'annulation du Programme d'échanges de jeunes travailleurs pour une réduction de 3 millions de dollars, et la réduction de 29 p. 100 du financement des Centres d'emploi du Canada pour étudiants dans les campus qui n'est plus que de 4 millions de dollars, alors que les futurs diplômés et les étudiants qui cherchent un emploi d'été comptent sur ces centres pour les informer et les aider à trouver un emploi.

Ce qui est tout à fait incompréhensible, c'est que les mauvaises nouvelles ne sont probablement pas finies pour les programmes destinés aux jeunes, car l'un des rares engagements budgétaires du ministre des Finances est effectivement de réduire de 300 autres millions le financement des programmes. Nous ne savons pas encore à quels programmes il va s'attaquer, mais si l'on en juge par ce qui s'est fait jusqu'ici, les programmes destinés aux jeunes ne sont certes pas à l'abri du

couperet conservateur. Ces réductions montrent clairement que le gouvernement ne veut pas aider directement nos jeunes à faire un bon départ. Le gouvernement donne à entendre qu'il préférerait que le marché s'en charge. Or, je le répète, cela ne convient pas aux Canadiens, non pas seulement aux jeunes Canadiens, mais bien à tous les Canadiens qui souhaitent l'épanouissement de la jeunesse du pays.

Le gouvernement a énoncé dans le budget le plan détaillé de la stratégie nationale des services de garde d'enfants. L'opposition officielle souscrit avec enthousiasme à ce principe fondamental, soit celui de prévoir un plus grand nombre de places pour les enfants canadiens d'un bout à l'autre du pays. Toutefois, les spécialistes en matière de garde des enfants s'inquiètent énormément car, en vertu des propositions formulées par les conservateurs à cet égard, au cours des sept prochaines années, les crédits consacrés à la garde des enfants seront moins importants que si les conservateurs n'avaient pas pris la moindre initiative à cet égard. Ils soutiennent que cet engagement renouvelé de la part des conservateurs équivaut en réalité au plafonnement à longue échéance des dépenses dans le domaine. À vrai dire, ils ont employé un qualificatif beaucoup plus percutant que je m'abstiendrai cependant de répéter dans cette enceinte.

Ces inquiétudes montrent peut-être très bien que les conservateurs trouvent parfaite leur politique du secteur public: ils présentent des mesures qui réduisent en réalité les dépenses consacrées aux programmes en leur donnant un emballage sensationnel qui fait croire à un investissement accru.

En participant aujourd'hui au débat sur le budget, je ne puis m'empêcher de me demander ce que les Canadiens pensent du gouvernement, un gouvernement porté au pouvoir en 1984 sur la promesse de ne pas augmenter les impôts, mais qui a présidé au plus grand raid fiscal que les Canadiens aient jamais vu. J'espère que les Canadiens se rappelleront que le ministre actuel a déclaré au nom de son parti, à l'époque où ils siégeaient dans l'opposition, que les conservateurs réduiraient les dépenses au lieu d'augmenter les impôts, parce que les taux d'imposition au Canada étaient déjà trop élevés. Le premier ministre a réitéré ces promesses peu après les élections de 1984. Les Canadiens se demandent sûrement ce qu'il est advenu de toute cette bonne volonté et de ces promesses. Ces paroles et ces promesses reviennent hanter les conservateurs, et avec raison. Les Canadiens n'oublieront pas de sitôt que le gouvernement n'a pas tenu parole et qu'il n'a pas respecté les engagements qu'il avait pris avant les élections.

Je profite de l'occasion pour signaler que bien des Canadiens se sentent frustrés par ce que le gouvernement a fait; l'histoire s'en souviendra comme d'un gouvernement qui n'a pas eu le courage de relever les nombreux défis qui se sont présentés. On a tout compris lorsque le ministre a dit: «Nous continuerons dans cette voie».

Je suis sidérée de constater qu'un gouvernement, qui a été au pouvoir pendant trois ans et demi, qui a fait payer plus d'impôts et de taxes aux Canadiens qu'auparavant et qui essaie de réduire le déficit sur le compte des familles et de la classe moyenne, puisse présenter un budget dans lequel il ne s'engage nullement à s'occuper des priorités comme l'écart qui existe entre les revenus des riches et ceux des pauvres et les disparités régionales.